

## **SEANCE DU 24 JANVIER 2017**

L'an deux mil dix sept, le vingt quatre janvier à vingt heures trente,  
Le Conseil Municipal de Belleville sur Loire dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur le Maire Patrick BAGOT.

Etaient présents : Mmes LANTERNIER, PASQUELIN, BEAUVOIS, PARAT, RACLIN, AIMAR, Mrs MONTAIGUE, COUSIN, CROS, LOUP, VAN DER PUTTEN,

Absent excusé : M. MAZIN

Absent : M. MORAIN

Date de convocation : 20/01/2017

Secrétaire : M. COUSIN

Le précédent procès-verbal est adopté sans observation.

### **Décisions du Maire en vertu de sa délégation**

2017/01 : Vu la requête reçue le 30 novembre 2016 et notifiée par le Tribunal administratif d'Orléans, présentée par Monsieur Philippe GODON, ancien agent communal, ayant muté dans une nouvelle collectivité, décision de missionner Maître SYLVESTRE dont le cabinet est situé à BOURGES, 3 rue Emile Zola, pour assister et défendre la commune dans cette affaire et de signer la convention d'honoraires correspondante établissant le montant des honoraires sur la base d'un taux horaire de 160 € HT.

2017/02 : Vu le marché de travaux du lot n° 2 « Démolition/Gros œuvre » signé le 29 juin 2016 avec la société DI ZAZZO située à Belleville/Loire pour un montant de 218.870,20 € HT, décision de passer un avenant pour des travaux supplémentaires pour un désamiantage complémentaire suite à la découverte d'une plaque d'amiante non repérée lors du diagnostic initial. (montant de la plus-value : 1.843,70 € HT, soit une augmentation de 0,80%).

### **Délégation Mme Lanternier : Droit de préemption**

Vente de M. CHAUSSON Patrick à M. GOUIN Steve - parcelle AB 315 21 rue de la Pointe.

## **PERSONNEL COMMUNAL**

### *Délibération n° 2017/001*

### **Retrait de la délibération 2016/150 du 30 novembre 2016**

Vu la délibération n° 2016/150 du 30 novembre 2016 portant sur la décision d'attribuer un chèque « cad'hoc » aux récipiendaires de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale,

Vu les observations de la Préfecture indiquant qu'aucun texte ne prévoit une prime aux récipiendaires d'une telle décoration sous quelle que forme que ce soit,

Considérant que cet acte est par conséquent entaché d'illégalité,

Le Conseil Municipal décide :

De retirer purement et simplement la délibération n° 2016/150 du 30 novembre 2016.

### **Centre aquatique**

**Frais de déplacement**

Dans le cadre des fonctions du régisseur de la piscine, et après en avoir délibéré,  
L'assemblée accepte la prise en charge des frais de déplacement du régisseur de la piscine pour se rendre à la Poste de Sancerre afin de déposer les fonds :

- Montant pour la période du 04 juillet au 19 décembre 2016 : 237.50 €.

**Recrutement pour remplacements momentanés d'agents titulaires et besoins occasionnels saisonniers – année 2017**

Vu les alinéas 3-1° et 3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,  
Considérant que la commune est amenée à recruter chaque année des agents non titulaires pour des durées déterminées afin de pourvoir au remplacement momentané de titulaires en congés maladie ou de maternité, et de satisfaire les besoins occasionnels ou saisonniers dans le cadre de l'activité de certains services, au regard des situations particulières auxquelles ils sont confrontés,  
Après en avoir délibéré,

L'assemblée autorise Monsieur le Maire à pourvoir pour l'année 2017, les emplois figurant au tableau présenté et à signer les contrats ou arrêtés à intervenir, après avoir effectué les formalités s'y rapportant.

**Service de médecine préventive du Centre de Gestion du Cher**

**Convention : modification**

Vu la convention avec le Centre de Gestion du Cher, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, d'une durée de 3 ans, portant sur l'adhésion au service de médecine préventive de la Fonction Publique Territoriale pour l'ensemble des agents de la collectivité,

Vu la demande de modification de l'art. 3 paragraphe C : « actions du médecin de médecine préventive à l'égard des agents en arrêt de travail », ainsi que l'augmentation des tarifs des visites médicales,

L'assemblée accepte, et autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant se rapportant à la convention en cours.

Tarifs 2017 : 95 € (au lieu de 76 € par agent).

**FINANCES COMMUNALES**

**Délibération relative à l'autorisation d'engager et mandater des dépenses d'investissement avant l'adoption du budget 2017**

Vu les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Dans l'attente du vote du budget,

Après en avoir délibéré,

L'assemblée autorise Monsieur le Maire, avant l'adoption du budget 2017, à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des investissements budgétés en 2016 aux chapitres suivants :

Chapitre 20 – immobilisations incorporelles : 20 376.00 €

Chapitre 21 – immobilisations corporelles : 225 202.00 €

Chapitre 23 – immobilisations en cours : 253 361.00 € + opérations d'équipement :

979 424.00 €.

### **CAMPING-CARAVANING**

*Délibération 2017/006*

#### **Modification de la régie de recettes**

VU l'art. 5211-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Les articles L 2333-26 à L 2333-46 du Code Général des Collectivités Territoriales qui instituent et organise la taxe de séjour,

Afin de promouvoir et développer le tourisme du territoire,

Vu la délibération de la Communauté de Communes Haut Berry Val de Loir en date du 29 septembre 2016 décidant d'instaurer la taxe de séjour sur le territoire de la CDC HBVL au 1<sup>er</sup> janvier 2017, et définissant les caractéristiques de perception de cette taxe sur le territoire communautaire,

Considérant que le camping-caravaning des Germaines est donc assujetti à la taxe de séjour et qu'il convient de modifier la régie en ce qui concerne les produits perçus,

L'assemblée décide de modifier la régie du camping-caravaning, afin d'y inclure l'encaissement du montant de la taxe de séjour fixé par la Communauté de Communes, facturé aux touristes de loisirs, ou touristes d'affaires, passant au moins une nuit sur le camping.

Cette recette sera encaissée selon les moyens de recouvrement prévus, suivant les conditions et obligations fixées par délibération du conseil communautaire.

L'arrêté constitutif de la régie s'y rapportant sera modifié en ce sens.

#### **Service Jeunesse**

*Délibération n° 2017/007*

#### **Autorisation de remboursement**

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de l'organisation d'un séjour pour les jeunes, prévu à Londres du 21 au 26 février prochain, l'auberge de jeunesse REST UP HOSTEL exige d'avoir une empreinte de carte bancaire au

cas où il y aurait des dégradations dans les chambres occupées par le groupe. Si tel était le cas, les frais inhérents seraient débités sur le compte de la responsable du groupe, Nathalie Marchand. Il convient donc d'anticiper ce cas et d'autoriser le remboursement sachant que si une telle situation venait à se produire, la commune se rapprocherait des familles afin de faire valoir leur assurance personnelle.

L'assemblée, après en avoir délibéré, donne un accord de principe pour autoriser le remboursement du montant éventuellement débité sur le compte de la responsable.

### **ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL - CENTRE INTERGENERATIONS**

*Délibération n° 2017/008*

#### **Avenant n° 5 au bail pour franchise de loyers sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2017**

Vu l'exposé de Madame Lanternier suite à un récent entretien avec les responsables du centre intergénération, afin d'étudier le bilan financier de l'année 2016 de l'établissement,

Considérant que des problèmes financiers persistent, dus notamment à des frais de fonctionnement que l'association n'est pas en mesure de supporter, malgré un taux de remplissage qui croît progressivement,

Vu la proposition de Madame Lanternier, d'accorder une nouvelle franchise de loyers de 3 mois, délai pendant lequel une réflexion s'engagera sur l'opportunité de revoir le montant du loyer permettant d'assurer la pérennité de l'activité de l'établissement,

VU la proposition de projet d'avenant au bail commercial annexé à la présente délibération,

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de valider le projet d'avenant n° 5 au bail commercial (art. 9) visant à accorder à l'ADMR une franchise de loyers sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2017,

Autorise Monsieur le Maire à signer les documents s'y rapportant.

*Madame Lanternier précise qu'un représentant de la collectivité devra intégrer le conseil d'administration.*

### **INSTALLATION D'UNE PATINOIRE**

*Délibération n° 2017/009*

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le projet d'installation d'une patinoire du 18 février au 05 mars prochain sur la place de l'église, et expose les caractéristiques essentielles à prévoir.

Une consultation a été lancée le 22 novembre 2016 auprès des 3 entreprises ci-dessous, en vue de la location de la patinoire,

- SYNERGLACE – HEIMSBRUNN (68)
- MOBILISSE – BOISSY L'AILLERIE (95)
- OXFORM – LYON (69)

La date limite de remise des offres a été fixée au 15 décembre 2016, une seule proposition a été remise.

L'assemblée décide par conséquent d'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché de location à intervenir avec la société SYNERGLACE pour un montant de : 31 997.60 € HT,

Marché de location comprenant :

- Tapis glacier et rambardes
- Matériel d'exploitation (patins, protection...)
- Plancher couverture et zone de chausse
- 2 chalets (3m x 2.50m)
- Sono et éclairages
- Gestion du site
- Transport et manutention.

D'autre part, vu la nécessité de prévoir un raccordement électrique, avec l'installation de deux armoires pour la mise en service d'un « tarif jaune », et la création d'un nouveau point de livraison auprès d'ENEDIS, Monsieur le Maire indique que le coût prévisionnel des travaux est estimé à 25 000 € HT ; il propose, afin de ne pas retarder le déroulement des travaux, de lancer une consultation auprès de deux entreprises, - CEE et – INEO.

Enfin, pour répondre à la réglementation en vigueur, un organisme de contrôle interviendra pour valider la conformité de l'installation : coût prévisionnel 1 500 € HT.

L'assemblée accepte et autorise Monsieur le Maire à signer les marchés correspondants à intervenir avec les titulaires retenus.

Ces dépenses seront inscrites au budget 2017.

*L'inauguration est prévue le 18 février à 11 heures. Une large publicité sera faite par le biais du flash, flyers, radio, Internet, Journaux, panneau d'informations etc...*

### **CENTRE AQUATIQUE DES PRESLES**

*Délibération n° 2017/010*

#### **Travaux sur les galets de la toiture mobile de la piscine**

Dans le cadre des travaux à réaliser au centre aquatique des Presles,

Vu la proposition de l'entreprise BAUDIN CHATEAUNEUF – 94250 GENTILLY,

Vu l'art. 30-I-3° du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Après en avoir délibéré,

L'assemblée accepte le devis de l'entreprise désignée ci-dessus pour la fourniture et pose de galets fous et galets moteurs permettant l'ouverture du toit mobile,

d'un montant de : 61 561.00 € HT soit 73 873.20 € TTC.

Monsieur le Maire est autorisé à régler la facture correspondante et à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Cette dépense sera inscrite au budget 2017.

### **QUESTIONS DIVERSES - INFORMATIONS**

- Préfecture du Cher : dans le cadre de la fusion des 3 Communautés de Communes, notification d'un arrêté complémentaire suite à erreur matérielle portant sur le rattachement du budget annexe du CIAS pour la gestion du foyer-logements pour personnes âgées de Vailly.

- Réaménagement de la mairie (accueil + mezzanine) : présentation des plans – en attente de la réponse de la commission de sécurité (accessibilité – sécurité) pour lancer la consultation.

- Piscine (08 et 15 février) : spécialement réservé aux personnes en situation de handicap.

Remerciements de la famille PASQUELIN pour le décès de Mme Monique Pasquelin.

Madame Lanternier :

- Installation d'un nouveau skate park,
- Extension des locaux périscolaires : Suite à une 1<sup>ère</sup> consultation concernant ces travaux, du fait que 2 lots sur 5 étaient infructueux, une seconde consultation a été engagée, ce qui repousse les délais de réalisation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt et une heures quarante-cinq.